



Conseil économique et social

Distr. générale
20 octobre 2015
Français
Original : anglais/français

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2016
25 janvier-3 février et 16 février 2016

**Rapports quadriennaux pour la période
2011-2014 présentés par l'intermédiaire
du Secrétaire général, en application
de la résolution 1996/31 du Conseil économique
et social, par les organisations non gouvernementales
dotées du statut consultatif auprès du Conseil**

Note du Secrétaire général*

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Asian Centre for Organization Research and Development	3
2. Asociación Civil Educación, Ambiente y Territorio	4
3. Asociación Cubana de las Naciones Unidas	5
4. Asociación de Federaciones y Asociaciones de Empresarias del Mediterráneo	6
5. Asociación Panameña de Corredores y Promotores de Bienes Raíces	8
6. Association burkinabé pour la survie de l'enfance	9
7. Association de défense des droits de l'homme	10
8. Association de la jeunesse congolaise pour le développement	11
9. Association des consommateurs de télécommunication de Côte d'Ivoire	13
10. Association dominicaine des Nations Unies	14
11. Association for Emissions Control by Catalyst	15

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



12. Association for Reproductive and Family Health	17
13. Association for Solidarity with Freedom-deprived Juveniles	18
14. Association mauritanienne pour la promotion du droit	19
15. Union mondiale des femmes rurales	20

1. Asian Centre for Organization Research and Development

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

Asian Centre for Organisation Research and Development (ACORD) s'efforce d'obtenir des résultats dans les communautés rurales et urbaines, au sein du Gouvernement et dans les organisations des secteurs public et privé en mettant l'accent sur la gestion du changement, la bonne gouvernance, le développement des ressources humaines et le développement urbain/rural.

Objectifs et mission

L'organisation parraine et mène des travaux de recherche, des enquêtes et des études en matière de gestion, en particulier dans le domaine du développement organisationnel dans les secteurs agricole, rural, de l'industrie, de la santé et de l'environnement; par ailleurs, elle collabore à des travaux de recherche, à des enquêtes et à des études sur le même sujet.

Changements à signaler

L'organisation a changé son acronyme. Celui-ci n'est plus ACORD mais ACORDASIA.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a participé aux sessions annuelles de la Commission du développement durable. Elle a également participé aux réunions du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui se sont tenues au siège de l'Organisation des Nations Unies en mai 2011, et a présenté des exposés lors des manifestations parallèles organisées en marge de ces réunions.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement n^{os} 1, 4 et 8 en Inde en aidant les femmes pauvres des zones rurales du Rajasthan de devenir des micro-entrepreneurs. Ce projet a déjà permis à plus de 1 000 familles d'améliorer leur niveau de vie et leur viabilité en mettant sur pied des microentreprises depuis 1994. L'organisation a mis en œuvre un projet visant à réduire la prévalence de la malnutrition en vulgarisant l'enrichissement des aliments à domicile et en promouvant l'allaitement maternel. Enfin, entre 1999 et 2012, l'organisation a travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement indien dans le cadre du projet « Bhagidari » (« Partenariat citoyens-gouvernement ») afin de

promouvoir la transparence et l'obligation de rendre compte dans les services publics. Elle a d'ailleurs été récompensée pour cette initiative par le Prix des Nations Unies pour la fonction publique en 2005.

2. Asociación Civil Educación, Ambiente y Territorio

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

L'organisation non gouvernementale de développement Asociación Civil Educación, Ambiente y Territorio est une organisation argentine intervenant dans la région Nord-Est du pays.

Objectifs et mission

L'organisation assure la promotion du développement local en réduisant les asymétries économiques dans les communautés grâce à la recherche, au développement et à l'innovation, à la gestion de la technologie et au transfert de connaissances.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a participé à un forum baptisé « Initiative pour un socle de protection sociale » organisé par le Comité des ONG pour le développement social du Département des affaires économiques et sociales et la Fondation Friedrich Ebart Stiftung, et tenu à New York le 31 janvier 2012. Elle a également participé aux sessions ordinaires du Comité chargé des organisations non gouvernementales du Conseil économique et social, tenues du 30 janvier au 8 février 2012, à New York.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Prière de se référer à la section précédente

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Grâce à un financement du Programme des Nations Unies pour le développement, l'organisation a mis sur pied un projet de renforcement de la pisciculture familiale dans la région nord-est de l'Argentine qui favorise la recherche, le développement et l'innovation, le transfert des technologies propres et l'inclusion sociale afin de préserver la biodiversité piscicole.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de l'organisation portent sur les objectifs du Millénaire pour le développement n^{os} 1 et 7. Outre le projet de durabilité piscicole, l'organisation a dirigé, en collaboration avec l'ambassade néo-zélandaise, le projet sur l'eau et la

sécurité alimentaire pour les communautés rurales et les groupes vulnérables de la ville de Misión Laishi, située dans la province de Formosa, en Argentine.

3. Asociación Cubana de las Naciones Unidas

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

Asociación Cubana de las Naciones Unidas regroupe des personnes qui souhaitent s'informer sur les travaux de l'Organisation des Nations Unies, et y participer. Elle est membre de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies, au Comité exécutif de laquelle elle siège.

Objectifs et mission

L'organisation a pour but de faire connaître les travaux de l'ONU et la contribution que Cuba y apporte, ainsi que d'entretenir des relations avec les entités et les États Membres de l'ONU.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

Asociación Cubana de las Naciones Unidas organise régulièrement, en collaboration avec le Ministère des affaires étrangères et d'autres institutions nationales, des séances d'information à l'intention des organisations de la société civile sur le programme des Nations Unies. En mars 2012, elle a organisé, conjointement avec la Commission nationale cubaine pour l'UNESCO, un atelier sur le Mécanisme de coopération internationale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, ainsi qu'un atelier régional sur le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, en avril 2012.

L'Association a organisé des manifestations pour célébrer la Journée des Nations Unies et la Journée mondiale de la population, et a créé en 2013 un forum en ligne dédié à la Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture. À l'occasion de la Semaine des Nations Unies en 2014, elle a élaboré un programme, notamment une session spéciale sur le modèle des Nations Unies à l'Université de La Havane consacrée au programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la dix-neuvième session ordinaire du Conseil des droits de l'homme, tenue du 27 février au 23 mars 2012 et au second cycle de l'Examen périodique universel sur Cuba, qui a eu lieu à Genève, du 22 avril au 3 mai 2013. Elle a également assisté à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), qui s'est tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, du 20 au 22 juin 2012, et aux sessions de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se sont respectivement tenues à Durban, en Afrique du Sud, du 28 novembre au 9 décembre 2011, et à

Doha, au Qatar, du 27 novembre au 7 décembre 2012, et à Lima, du 8 au 12 décembre 2014. L'organisation a créé un forum en ligne baptisé « Un monde plus sûr pour tous sans armes nucléaires » à l'occasion de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire qui a eu lieu le 26 septembre 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Association a participé à l'élaboration du document final de la Conférence Rio+20. Elle a apporté des contributions lors du premier cycle de l'Examen périodique universel de la République bolivarienne du Venezuela en 2012 et de la Chine en 2013; elle a également soumis des contributions sur des questions thématiques lors des vingt-sixième, vingt-septième et vingt-huitième sessions du Conseil des droits de l'homme.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Plus de 140 activités ont été menées pour faire connaître et assurer la promotion des objectifs du Millénaire pour le développement, notamment en matière de santé, d'éducation, d'autonomisation des femmes, d'enfants, de développement durable et de coopération internationale. En 2013, Asociación Cubana de las Naciones Unidas a organisé des consultations nationales sur la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement et la vision du programme de développement pour l'après-2015.

4. Asociación de Federaciones y Asociaciones de Empresarias del Mediterráneo

Statut consultatif général : 2011

Introduction

Asociación de Federaciones y Asociaciones de Empresarias del Mediterráneo (AFAEMME) est une fédération de femmes d'affaires méditerranéennes qui compte 47 organisations membres répartis dans 24 pays. Elle se présente comme une plateforme dédiée à la promotion de projets relatifs à l'égalité des sexes, à la création d'entreprises et à la recherche de pointe; il s'agit d'une plateforme de mise en réseau de femmes entrepreneures et d'une organisation de défense euro-méditerranéenne.

Objectifs et mission

L'organisation s'efforce de :

- Promouvoir le principe d'égalité des chances sur le marché du travail;
- Améliorer les conditions socioéconomiques des femmes en éliminant la discrimination fondée sur le sexe;
- Soutenir le développement des réseaux mettant en relation les femmes entrepreneures;

- Promouvoir l'accès des femmes à des postes de prise de décisions économiques; et
- Mener des actions de sensibilisation à travers des manifestations et des campagnes publiques et faire pression sur les autorités.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

Grâce à ses organisations membres, l'AFAEMME a contribué à l'élaboration des communications présentées à la session de la Commission de la condition de la femme et plus particulièrement aux rapports de l'Espagne sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Elle a mis sur pied deux projets conformes au programme de développement du Conseil économique et social baptisés « Donner une seconde chance à la femme espagnole » et « Habilitier 20 femmes espagnoles sans emploi grâce à l'entrepreneuriat ». Pour finir, l'organisation a collaboré avec l'Organisation mondiale du Commerce pour concevoir des projets d'entrepreneuriat rural dans la région méditerranéenne

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Lors du Débat de haut niveau du Conseil économique et social de 2012, l'organisation a présenté une déclaration écrite sur le thème « Promouvoir la capacité de production, l'emploi et le travail décent pour éliminer la pauvreté à la faveur d'une croissance économique partagée, durable et équitable à tous les niveaux en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ».

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2013, l'organisation a rencontré Rocío Rodríguez de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, ainsi que des responsables du Programme interinstitutions commun pour l'égalité des sexes et le tourisme afin de discuter d'une éventuelle collaboration dans le cadre du programme sur le tourisme durable pour promouvoir l'autonomisation des femmes et éliminer la pauvreté.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 3 en menant les projets et initiatives suivants :

- « Jeunes femmes en tant que créatrices d'emplois » qui encourage les étudiantes à se lancer dans l'entrepreneuriat à travers la région méditerranéenne;
- Le projet « Elle décide, vous réussissez » soutient l'accès des femmes aux postes de décision économique dans divers pays européens; et

- « Donner une seconde chance aux femmes espagnoles », projet financé par Chime for Change, qui contribue à l'autonomisation économique des femmes sans emploi grâce à l'entrepreneuriat.

5. Asociación Panameña de Corredores y Promotores de Bienes Raíces

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Asociación Panameña de Corredores y Promotores de Bienes Raíces (ACOBIR) est une organisation à but non lucratif qui réunit les plus prestigieuses sociétés de promotion et de courtage immobilier.

Objectifs et mission

L'ACOBIR a pour objectif de :

- Collaborer à l'adoption des lois favorables à son secteur d'activité et à la communauté;
- Veiller au respect d'une éthique rigoureuse par les sociétés membres évoluant dans son secteur d'activité;
- Promouvoir des investissements qui contribuent à l'amélioration des conditions de vie des Panaméens tout en cherchant à réaliser un développement économique et social plus durable ainsi qu'un aménagement de l'environnement plus viable; et
- Contribuer au bien-être de la communauté à travers des programmes sociaux menés en partenariat avec le gouvernement et des fondations.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation appuie les activités de la Fondation Jesús Luz de Oportunidades dont la mission est de supprimer les gangs grâce à des outils sociaux et relatifs au travail dans le cadre de programmes de réhabilitation.

Elle verse des contributions au Téléthon 20-30 annuel et est active au sein de la Fondation Activo 20-30 du Panama afin de soutenir des projets sociaux qui profitent aux enfants handicapés dans le pays. L'ACOBIR a participé à la campagne visant à supprimer le travail des enfants, menée par le Conseil national de la santé du Brésil sous le slogan « Dire non au travail des enfants ». En partenariat avec Global Housing Foundation Panama, elle a dirigé un projet de construction de maisons aux personnes pauvres et a remis les titres de ces propriétés aux femmes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'ACOBIR a participé à la cinquantième session de la Commission du développement social qui s'est tenue à New York, en février 2014. Lors du septième

Forum urbain mondial des Nations Unies tenu à Medellín en Colombie du 5 au 11 avril 2014, l'organisation a présenté le Projet de logements sociaux de Curundu du gouvernement panaméen. Le projet qui concerne 5 000 familles vivant dans un bidonville de la ville de Panama leur offre des logements décentes assortis d'un titre foncier et représente un modèle social de développement intégré qui associe le secteur privé au développement urbain et social.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Dans le cadre de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 3, l'ACOBIR a organisé grâce au Conseil national de l'entreprise privée du Panama le forum sur le thème « Empowering women in leadership positions » (habiliter les femmes en position de leadership) en mars 2014. Concernant l'objectif n° 7, l'organisation prône, par la voix de ses membres, le respect des politiques environnementales et de critères adéquats pour l'approvisionnement en eau des bâtiments pendant leur construction. Elle encourage également le recyclage des déchets de construction.

6. Association burkinabé pour la survie de l'enfance

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

L'Association burkinabé pour la survie de l'enfance (ABSE) a été créée pour contribuer au développement de la femme et de l'enfant au Burkina Faso. Elle compte 250 membres répartis sur l'ensemble du territoire burkinabé.

Objectifs

Les objectifs de l'organisation sont entre autres de :

- Lutter contre la mortalité infantile;
- Lutter contre l'ignorance et l'analphabétisme;
- Promouvoir et faire respecter les droits de la femme et de l'enfant;
- Œuvrer à la réinsertion sociale et socioprofessionnelle des enfants et jeunes en difficultés; et
- Œuvrer au développement et à l'épanouissement de la femme et de l'enfant au Burkina Faso.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a, entre autres, réalisé les activités suivantes :

- Contribution au processus de planification du prochain cycle de collaboration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) avec le Burkina Faso;
- Participation au suivi et à l'évaluation de l'étude de l'UNICEF sur la pauvreté des femmes et des enfants dans les régions de l'Est et du Nord du Burkina Faso;
- Contribution à la collecte d'informations sur la situation des droits humains au Burkina Faso avec le bureau du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD); et
- La rédaction du rapport sur Burkina Faso en 2012 pour l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme (HRC).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux travaux de la 57^{ème} session sur le Commission sur le statut des femmes (CSF), 4-8 mars 2013, à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'ABSE a collaboré avec le PNUD pour appuyer les élections législatives et municipales de 2012 au Burkina Faso, 2012-2013.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement à travers diverses activités, y compris :

- L'enregistrement de 637 naissances dans trois régions du Burkina Faso;
- L'appui à la fabrication de compléments nutritifs au profit de 8 432 nouveaux nés au Burkina Faso et au Niger;
- La prise en charge de 334 enfants orphelins du VIH depuis 2011;
- La construction de 6 forages au Nord du Burkina pour contribuer à l'approvisionnement en eau potable des enfants; et
- La mise en œuvre du projet de lutte contre les violences sexuelles basées sur le genre en milieu scolaire.

7. Association de défense des droits de l'homme

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

L'Association de défense des droits de l'homme — Collectif contre l'islamophobie en France est spécialisée dans la lutte contre le racisme antimusulman et rassemble plus de 1 200 adhérents.

Objectifs

Les objectifs de l'association consistent à dénoncer l'islamophobie; faire reconnaître son existence; et lutter contre la banalisation des discours haineux

médiatiques et politiques, la discrimination ou violence à l'encontre des sites musulmans et des individus en raison de leur confession.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

L'association est intervenue pendant la manifestation parallèle « Le droit des Minorités en France », lors de l'examen périodique universel de la France, le 25 janvier 2013, à Genève, Suisse. Elle a participé à des réunions privées avec d'autres ONG et le bureau genevois des Nations Unies du 20 au 23 mars 2014, ainsi qu'à l'organisation d'une manifestation parallèle avec Islamic Human Rights Commission (IHRC). L'association a participé à la session « High Level Segment » du Conseil des droits de l'homme, à Genève, du 1^{er} au 4 avril 2014.

Enfin, elle a pris la parole lors de l'une des sessions de travail organisées par le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Prière de se référer à la section précédente

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'association a coopéré avec le Rapporteur spécial sur la liberté de conviction. Elle communique depuis 2013 ses études au Comité contre la discrimination envers les femmes (CEDAW).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation contribue aux objectifs du millénaire pour le développement (OMD) 1 et 3. En 2014, 81,5 % des victimes d'islamophobie en France étaient des femmes. Le travail de l'association participe au recul de l'exclusion des femmes musulmanes du travail et de l'éducation. Soixante-dix pour cent des litiges liés au travail sont résolus amiablement par son service juridique. Concomitamment, elle opère un travail de pédagogie auprès des institutions publiques pour restaurer le sens véritable de la notion de laïcité.

8. Association de la jeunesse congolaise pour le développement

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

L'Association de la jeunesse congolaise pour le développement (AJCD) contribue à la lutte contre la pauvreté et l'oisiveté des jeunes congolais en promouvant leur esprit d'entrepreneuriat.

Objectifs

L'AJCD a pour objectifs entre autres de :

Promouvoir une jeunesse portée à mieux se valoriser et à se prendre en charge;

- Lutter contre la pauvreté;
- Lutter contre le VIH/sida et les maladies sexuellement transmissibles;
- Œuvrer pour la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille;
- Œuvrer pour le développement durable;
- Promouvoir les droits de l'homme, la démocratie et la bonne gouvernance; et
- Faire face au racisme et à la discrimination raciale.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

L'AJCD participe ou sollicite assister aux journées internationales programmées par les Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'AJCD coopère avec les organes onusiens basés à Brazzaville et à l'étranger, plus spécifiquement avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science, et la culture (UNESCO), l'Organisation des Nations Unies pour le Sida (ONUSIDA), et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), parmi d'autres.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Quelques-unes des nombreuses initiatives que prend l'AJCD en faveur de la réalisation des objectifs du millénaire sont citées ci-dessous :

- Distribution gratuite de préservatifs aux jeunes, 1^{er} décembre 2012;
- Opération de salubrité des jeunes de l'AJCD, 5 juin 2013;
- Promotion de l'ouvrage de l'AJCD destiné aux femmes : « une bonne nouvelle aux femmes », 8 mars 2014;
- Réunion de travail avec les jeunes de Brazzaville sur les conclusions du forum des jeunes du Conseil économique et social (ECOSOC) tenu à New-York, le 15 février 2015;
- Acquisition de quatre hectares de champs de manioc à Bissinza, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté des jeunes en octobre 2012; et

- Formation de 30 jeunes déscolarisés du quartier Nganguoni en vue de l'apprentissage de la fabrication de savons modernes.

9. Association des consommateurs de télécommunication de Côte d'Ivoire

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

L'Association des consommateurs de télécommunications de Côte d'Ivoire (ACOTELCI) est une structure dont le but est de défendre les droits des consommateurs des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) et de promouvoir les technologies de l'information et de la communication (TIC).

Objectifs

L'ACOTELCI traite des questions de l'accès à internet surtout dans les pays en voie de développement, notamment les problèmes de connexion haut débit des universités africaines, ainsi que des écoles secondaires et primaires. L'organisation aide les étudiants à obtenir des ordinateurs de seconde main provenant de pays développés pour faciliter l'accès à internet. L'association traite également des questions de la gouvernance d'Internet.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

L'association a organisé chaque année la journée mondiale du consommateur, la journée mondiale de l'eau et les journées de cybercriminalité, en partenariat avec d'autres agences de développement, ainsi que la journée de l'internet, en collaboration avec l'entreprise de fournisseurs d'accès.

L'organisation a reçu 300 ordinateurs usagés d'un partenaire canadien qu'elle a donné à l'université d'Abidjan Cocody et a élaboré des modules de formation pour l'initiation à l'informatique au lycée moderne de Daoukro.

ACOTELCI espère également créer en 2015 un réseau international des associations de consommateurs des télécommunications avec ses partenaires stratégiques afin de renforcer ses actions sur le terrain.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les actions de l'ACOTELCI répondent aux besoins de la vulgarisation des NTIC pour le développement de l'Afrique. Elle a obtenu un don de 600 ordinateurs auprès d'un partenaire canadien, dont 300 ont été distribués à des écoles gabonaises et 300 au Rwanda. L'association a connecté ces ordinateurs à internet haut débit et espère administrer un programme d'initiation à l'informatique au profit des étudiants de Côte d'Ivoire, du Gabon et du Rwanda.

10. Association dominicaine des Nations Unies

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

L'Association dominicaine des Nations Unies (ANU-RD) a été créée pour promouvoir les travaux de l'Organisation des Nations Unies en République dominicaine.

Objectifs et mission

L'ANU-RD a pour but de promouvoir le programme des Nations Unies en République dominicaine en sensibilisant le public et en encourageant la participation des citoyens à travers des simulations éducatives telles que des Conférences internationales « l'ONU mise en scène », des conférences faisant intervenir des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies, le Programme de jeunes délégués des Nations Unies et des consultations nationales sur des sujets se rapportant au programme mondial.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

Afin de soutenir la réalisation du programme de l'ONU en matière de développement, l'ANU-RD organise des conférences, des séminaires et des tables rondes mensuels conjointement avec les organismes des Nations Unies présents en République dominicaine et avec des institutions publiques et privées. Durant la période considérée, l'organisation a touché plus 15 000 jeunes leaders issus d'Amérique latine à Haïti, au Mexique, aux États-Unis, en France et en République dominicaine à travers quatre Conférences « l'ONU mise en scène » et d'autres ateliers et séminaires sur les Nations Unies. En outre, l'organisation a travaillé en étroite collaboration avec les Centres d'information des Nations Unies en Amérique latine.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a notamment participé aux réunions suivantes :

- La Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la jeunesse, tenue à New York, les 25 et 26 juillet 2011;

- La cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme tenue à New York du 27 février au 12 mars 2012;
- La Conférence des Nations Unies sur le développement durable, Rio+20, tenue à Rio de Janeiro, au Brésil du 20 au 22 juin 2012;
- Le Forum de la jeunesse du Conseil économique et social, organisé à New York, le 23 mars 2013, sur le thème « Former les innovateurs de demain : tirer parti de la science, de la technologie, de l'innovation et de la culture pour les jeunes d'aujourd'hui »; et
- La soixante-cinquième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, tenue à New York, du 27 au 29 août 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a étroitement collaboré avec le Centre d'information des Nations Unies pour Cuba, le Mexique et la République dominicaine pour réunir de jeunes leaders issus d'Amérique latine dans le cadre de leur atelier pour les organisateurs de « l'ONU mis en scène », tenu à Mexico. L'organisation apporte régulièrement son soutien à la Division de la jeunesse et des activités sportives de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. En outre, l'ANU-RD a organisé conjointement avec le Programme pour l'emploi des jeunes de l'Organisation internationale du Travail le premier Forum mondial sur l'emploi des jeunes en mai 2012. Pour finir, chaque année, l'ANU-RD collabore avec les organismes des Nations Unies en République dominicaine pour appuyer des consultations mondiales telles que l'enquête mondiale MY World.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Durant la période considérée, l'organisation a régulièrement organisé des débats et des ateliers portant sur les objectifs du Millénaire pour le développement dans des lycées et des universités afin de contribuer à leur réalisation. En partenariat avec le Bureau du Programme des Nations Unies pour le développement en République dominicaine elle a activement fait campagne en faveur de l'initiative « Debout ».

11. Association for Emissions Control by Catalyst

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

L'Association for Emissions Control by Catalyst est une association scientifique internationale à but non lucratif spécialisée dans la conception, la production et les essais de technologies fondées sur les catalyseurs et les filtres pour réduire les émissions des véhicules

Objectifs et mission

Les activités de l'organisation portent sur la mise au point, les essais et la fabrication de catalyseurs automobiles, de substrats céramiques, de technologies

fondées sur les filtres et les catalyseurs pour contrôler les émissions des moteurs (en particulier les particules et les oxydes d'azote) et de matériaux spéciaux intégrés au convertisseur ou au filtre.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation est membre du Forum mondial de l'harmonisation des règlements concernant les véhicules et du Groupe de travail de la pollution et de l'énergie, qui se réunissent sous les auspices du Comité des transports intérieurs de la Commission économique pour l'Europe pour établir des normes d'émissions harmonisées et des règles techniques mondiales. L'organisation participe aussi activement aux travaux du groupe de travail informel du Groupe de travail de la pollution et de l'énergie sur les systèmes de contrôle des émissions antipollution. Elle a également fourni des données d'essais comme apport aux travaux d'un certain nombre de groupes de travail informels du Groupe de travail de la pollution et de l'énergie, y compris le groupe informel sur la procédure de contrôle harmonisée des véhicules légers à l'échelle mondiale.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a assisté aux sessions ordinaires du Groupe de travail de la pollution et de l'énergie de la Commission économique pour l'Europe et de ses groupes de travail informels sur les poids lourds hybrides, le contrôle des émissions antipollution, la procédure de contrôle harmonisée des véhicules légers à l'échelle mondiale et les exigences de performance environnementale et de système de propulsion entre autres réunions tenues à Genève. L'organisation a également participé aux réunions du Groupe de travail de la construction des véhicules de la Commission économique pour l'Europe, tenues à Genève.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation est partenaire du Partenariat du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour des carburants et véhicules propres.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En encourageant l'utilisation des technologies les plus avancées pour le contrôle des émissions nocives provenant de sources mobiles, l'organisation contribue à purifier l'air et à réduire les effets de la pollution atmosphérique sur la santé des gens.

12. Association for Reproductive and Family Health

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

L'Association for Reproductive and Family Health est une organisation non gouvernementale autochtone à but non lucratif fondée au Nigéria.

Objectifs et mission

L'organisation a pour mission d'améliorer la qualité de vie, la santé procréative et les droits des personnes et des collectivités au Nigéria et ailleurs en Afrique. Sa mission consiste à définir, à promouvoir et à implanter, en collaboration avec d'autres organisations, des services et des connaissances sanitaires modernes, notamment en matière de santé sexuelle, procréative et familiale, à l'intention des adultes et des jeunes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

Grâce à ses efforts de plaidoyer et de renforcement des capacités ainsi qu'à ses divers programmes, l'organisation a contribué à réduire les décès maternels, à améliorer l'accès des jeunes aux services de santé sexuelle et procréative et à susciter un regain d'intérêt pour la politique et les programmes en matière de santé infantile au Nigéria. En outre, l'organisation œuvre en tant que principal bénéficiaire d'un projet du Fonds mondial de lutte contre le VIH au Nigéria, en mettant en œuvre des interventions auprès de la population, ce qui amplifie son impact dans l'ensemble du pays.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2014, l'organisation a participé à la réunion de haut niveau du Conseil économique et social, à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a collaboré avec le Fonds des Nations Unies pour la population au Nigéria dans le cadre du projet INACT (Améliorer l'accès aux contraceptifs par la formation des agents de vulgarisation de santé communautaire dans le cadre d'une politique de redistribution des tâches au Nigéria) et avec le Fonds international de secours à l'enfance des Nations Unies dans le cadre du projet de prise en charge intégrée des maladies infantiles au Nigéria.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation met en œuvre des projets innovants qui contribuent à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement n^{os} 3, 4, 5 et 6. Forte du soutien de l'Agence canadienne de développement international, l'organisation a mis en œuvre un programme conçu pour renforcer les capacités de 12 organisations

non gouvernementales et associations locales dans trois États nigériens en intégrant les questions relatives à l'égalité des sexes et aux droits de l'homme aux interventions axées sur les jeunes.

Elle a également mis en œuvre plusieurs projets de santé maternelle et infantile au Nigéria, l'un des plus remarquables étant l'Initiative nigérienne pour la santé de la procréation en zones urbaines, financée par la Fondation Bill et Melinda Gates, un projet quinquennal visant à éliminer les obstacles liés à l'offre et à la demande qui freinent l'utilisation des contraceptifs, dans le but d'accroître de 20 % le taux de prévalence des contraceptifs dans certaines zones urbaines désignées du Nigéria.

Pour finir, l'organisation a mis en œuvre une intervention triennale de renforcement des capacités et d'amélioration des soins de santé procréative baptisée Accès universel à la santé de la procréation qui cible les adolescents et les jeunes dans trois États du Nord du Nigéria. Le projet est financé par le Ministère du développement international du Gouvernement britannique dans le cadre du fonds mondial de lutte contre la pauvreté.

13. Association for Solidarity with Freedom-deprived Juveniles

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

L'Association for Solidarity with Freedom-Deprived Juvenile est une organisation non gouvernementale indépendante basée à Ankara, en Turquie.

Objectifs et mission

L'objectif de l'Association est de fournir de l'aide, du soutien et des conseils, surtout aux enfants et aux adolescents qui purgent des peines dans des centres de détention ouverts et fermés (« mineurs privés de liberté »), à ceux qui sont libérés après avoir purgé leur peine et à tous les enfants et jeunes à risque. L'organisation s'emploie également à développer la prise de conscience sur ces questions et à empêcher la violation des droits des enfants.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation fait partie de divers réseaux nationaux et internationaux qui s'intéressent aux droits de l'homme, aux droits des enfants, à la protection des enfants vulnérables et au traitement réservé aux jeunes délinquants. Elle assiste à des réunions et prend part à des activités visant à développer la prise de conscience en vue d'une amélioration de la situation. L'organisation visite les établissements pénitentiaires et des maisons de correction pour enfants en Turquie et propose des ateliers destinés aux enfants sur leurs droits et leur santé, entre autres. Elle a dirigé un projet visant à sensibiliser le public sur la prévention de l'implication des enfants

et des adolescents dans les crimes haineux, la discrimination, l'intolérance et la stigmatisation de l'autre à la fois en tant que responsables et victimes.

En partenariat avec le British Council et grâce à un financement de l'Ambassade des Pays-Bas en Turquie, l'organisation a ouvert une nouvelle ligne d'assistance téléphonique pour les adolescents libérés de trois prisons et écoles correctionnelles en 2011 et en 2012. La ligne d'assistance téléphonique permet de leur fournir des informations, du soutien et des conseils pour les aider à s'intégrer dans la société et à établir de meilleures relations avec leurs familles. L'organisation gère également un centre pour enfants et adolescents à risque où ceux-ci sont conseillés et reçoivent une formation.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Association a coopéré avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF-Turquie) dans le cadre de différents projets et réunions. Ainsi, en partenariat avec l'Union européenne et l'UNICEF, elle a mis en œuvre un projet de surveillance de la violence envers les enfants. Elle a conçu des indicateurs, des guides et du matériel de formation pour le Réseau de prévention de la violence contre les enfants en Turquie, établi en 2012 par l'UNICEF.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association prend part aux plateformes locales et internationales pour sensibiliser le public sur les droits de l'homme et en particulier sur la protection des droits des enfants vulnérables, notamment à travers la Commission des droits de l'homme du gouvernorat d'Ankara et le réseau turc contre l'exploitation sexuelle commerciale des enfants. Le 14 janvier 2014, elle a mené une campagne pour fermer les prisons pour enfants en Turquie, à laquelle a participé un grand nombre d'organisations de défense des droits de l'homme.

14. Association mauritanienne pour la promotion du droit

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

L'Association mauritanienne pour la promotion du droit est une ONG des droits humains créée par des chercheurs mauritaniens pour participer au développement durable du pays à travers la participation à la synergie nationale et internationale.

Objectifs

Les principaux objectifs sont : l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement (OMD), surtout ceux relatifs au développement durable et à la promotion des droits de l'homme; promouvoir des actions participatives entre partenaires au développement; promouvoir la participation des ONG de

développement aux projets relatifs au développement durable; l'appui à la culture participative; et promouvoir le partenariat.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune information fournie

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a pris part aux réunions organisées au niveau local par les institutions des Nations Unies telles que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et le Fonds de Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). L'organisation participe également activement aux réunions du Conseil économique et social à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation n'a pas d'accord spécifique avec une Institution des Nations Unies. Néanmoins, elle participe aux réunions, ainsi qu'aux activités visant l'atteinte des OMD.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation prend beaucoup d'initiatives en vue de l'atteinte des OMD, notamment dans le domaine de la lutte contre la pauvreté, la lutte contre la désertification, l'amélioration de la santé de la mère et de l'enfant et la lutte contre le sida.

15. Union mondiale des femmes rurales

Statut consultatif spécial : 1947

Introduction

L'Union mondiale des femmes rurales (UMFR) est l'une des plus grandes organisations internationales pour les femmes rurales. Elle compte 460 organisations membres réparties dans 70 pays à travers le monde. L'UMFR mène ses activités au niveau local grâce à son vaste réseau de femmes rurales

Objectifs et mission

L'organisation intervient auprès des femmes rurales pour les éduquer, les autonomiser et enrichir leur vie et celle de leur famille par la formation, des projets de développement, un soutien concret et des projets d'activités génératrices de revenus.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

À l'occasion de la Journée internationale annuelle des femmes rurales, de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté et de la Journée mondiale de l'alimentation, l'organisation a fait des déclarations aux organisations membres. Elle a formulé une déclaration sur l'enregistrement des naissances au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Elle a cosigné des déclarations présentées au Comité d'ONG sur la condition de la femme en 2013 et en 2014. L'organisation a participé aux sessions d'un grand nombre de Comités d'ONG, notamment aux sessions du Comité d'ONG sur la condition de la femme tenue à New York et à Vienne, à celle du Comité des ONG pour la famille et à celle du Comité des ONG sur le vieillissement, toutes deux tenues à Vienne, et à celle du Comité des droits de l'enfant, tenue à Genève. Pour finir, l'organisation a formulé des observations sur le Rapport de synthèse du Secrétaire général sur les objectifs de développement durable et a participé aux réunions préliminaires sur les objectifs de développement durable, en Afrique du Sud, en Malaisie et en Norvège.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a notamment participé aux réunions suivantes :

- Les sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme tenues à New York en marge desquelles elle a organisé des manifestations parallèles chaque année;
- Les sessions annuelles de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique;
- La réunion annuelle du Comité des droits de l'enfant tenue sous l'égide du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Genève, le 20 mars 2014;
- La huitième Conférence mondiale sur la promotion de la santé organisée sous le thème « La santé au cœur de toutes les politiques » du 10 au 14 juin 2013 à Helsinki;
- L'Assemblée mondiale de la Santé organisée chaque année par l'Organisation mondiale de la Santé, à Genève; et
- La trente-huitième Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, tenue du 15 au 22 juin 2013, à Rome.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a obtenu un financement de l'UNESCO et a rempli le questionnaire intitulé « Éducation pour tous ». Elle a également collaboré avec le Comité des ONG pour la famille à Vienne pour célébrer l'Année internationale de la famille.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La plupart des projets de l'organisation favorisent la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 3. En outre, l'organisation a mis sur pied sept projets sur la nutrition et l'économie domestique et quatre projets axés sur la

formation et le développement agricole afin de contribuer à la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 1. À l'appui de l'objectif n° 2, elle a financé des ateliers de formation des filles orphelines en informatique au Pakistan et pour éduquer des enfants handicapés au Sri Lanka. Dans le cadre des objectifs n°s 4 et 5, elle a formé des accoucheuses traditionnelles en soins obstétriques sûrs au Ghana et, en ce qui concerne l'objectif n° 7, elle a mis sur pied des programmes d'éducation à la santé pour enseigner sur la prévention du VIH/sida en Inde et en Zambie.
